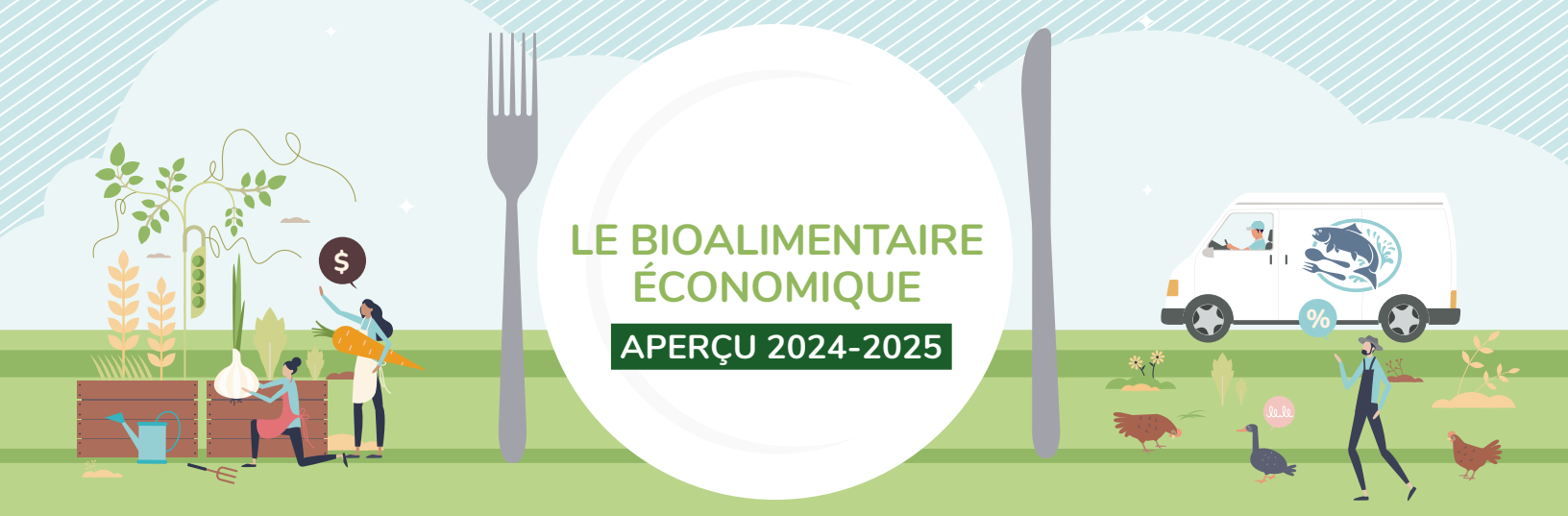




Le contexte d'affaires est demeuré exigeant en 2024 pour l'industrie bioalimentaire du Québec, mais les pressions exercées par certains facteurs ont pu s'atténuer. Les taux d'intérêt ont amorcé un mouvement à la baisse, tandis que les coûts de divers intrants agricoles et bioalimentaires ont diminué. Une météo plus clémente qu'en 2023 pour plusieurs cultures et de meilleurs prix payés aux éleveurs ont, pour leur part, favorisé une hausse des ventes agricoles.

Néanmoins, la valeur des livraisons manufacturières de la transformation alimentaire a plafonné en 2024, tandis que la progression de la valeur des ventes de la restauration commerciale reflète en grande partie l'augmentation des prix. De son côté, la croissance des exportations bioalimentaires internationales du Québec s'est accentuée avec, notamment, le retour à la hausse des exportations de viande porcine. C'est toutefois sur le plan international que réside le principal risque de perturbation pour le secteur bioalimentaire québécois en 2025, soit l'imposition par la nouvelle administration américaine d'un tarif de 25 % sur les produits canadiens.

LES FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE 2024 POUR L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC

FACTEURS ÉCONOMIQUES ENVIRONNANTS

FAVORABLES

- Ralentissement du taux d'inflation au Québec et au Canada
- Réduction des taux d'intérêt
- Allègement des contraintes liées à la rareté de main-d'œuvre au Québec
- Maintien de la croissance économique aux États-Unis, le premier marché d'exportation bioalimentaire du Québec
- Recul du dollar canadien, un avantage du point de vue du secteur bioalimentaire

MOINS FAVORABLES

- Croissance économique modeste au Québec, au Canada et ailleurs parmi les économies les plus avancées
- Coût de la vie élevé, y compris le logement
- Prix élevés des aliments malgré le ralentissement de l'inflation alimentaire
- Taux d'intérêt encore élevés malgré leur réduction
- Menaces tarifaires de la nouvelle administration américaine et tensions géopolitiques internationales

ACTIVITÉS BIOALIMENTAIRES AU QUÉBEC EN 2024

- Progression de la valeur des exportations bioalimentaires internationales du Québec (+7 %)
- Croissance de la valeur des ventes de la restauration commerciale (+4 %)
- Croissance des recettes monétaires agricoles tirées du marché (+3 %)
- Augmentation de la valeur des ventes des magasins d'alimentation (+2 %)
- Stabilité de la valeur des livraisons du secteur de la transformation alimentaire (±0 %)
- Stabilité du produit intérieur brut (PIB) réel bioalimentaire (±0 %)
- Léger repli de l'emploi dans l'industrie bioalimentaire (-0,6 %)
- Ralentissement de l'inflation alimentaire au Québec (+2 % par rapport à +8 % en 2023)

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL EN 2024

Après le choc de la pandémie en 2020-2021 et la poussée inflationniste de 2022-2023, l'élection américaine a été l'événement marquant de l'année 2024. Le recul de l'inflation, des taux d'intérêt et du dollar canadien, les déficits budgétaires importants, la productivité en baisse, la montée du protectionnisme, les tensions géopolitiques, les catastrophes naturelles ainsi que les enjeux de l'immigration et de la main-d'œuvre sont autant de facteurs qui ont eu et auront des incidences sur la performance économique et celle du secteur bioalimentaire en particulier.

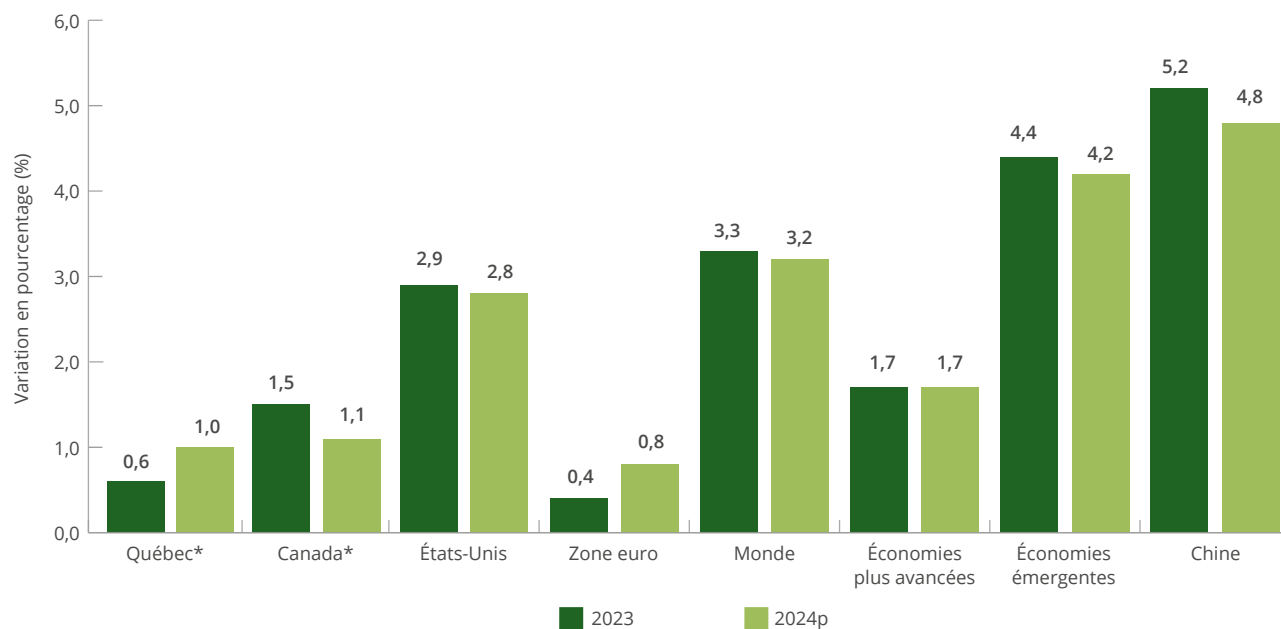
La croissance de l'économie au Québec et au Canada a été modeste tout comme ailleurs dans les pays les plus avancés. L'économie des États-Unis a, comme en 2023, mieux performé que celle de la plupart des économies avancées, tandis que la Chine a continué de faire face à des difficultés.

Au Québec, bien que l'économie ait continué de tourner au ralenti en 2024, la croissance devrait être supérieure à celle atteinte en 2023. Après avoir reculé l'année précédente, l'inflation a de nouveau diminué en 2024 : elle s'est établie à 2,3 % au Québec par rapport à 4,5 % en 2023 et à 6,7 % en 2022. Alors que l'inflation s'est rapprochée de la cible de 2 % de la Banque du Canada, cette dernière a abaissé à cinq reprises son taux directeur de juin à décembre (de 5,00 % à 3,25 %) afin de stimuler l'activité économique. Cela a notamment pu favoriser la consommation, les investissements et le marché immobilier. Malgré tout, le coût de la vie et l'endettement ont continué de peser sur les ménages.

Toujours au Québec, une très forte croissance démographique a été enregistrée, à l'instar des dernières années. Elle a permis de soutenir l'activité économique et l'emploi. Alors que plus de 43 000 emplois se sont ajoutés au marché du travail québécois, une baisse des pressions sur ce dernier a été notée. En effet, le nombre de postes vacants au troisième trimestre (environ 127 900) a affiché son niveau le plus bas en cinq ans. Dans ce contexte, le taux de chômage a augmenté de 0,8 point de pourcentage pour atteindre 5,3 %.

Quant au dollar canadien, il a reculé pour une troisième année de suite, s'établissant à 0,73 \$ US, soit à son niveau annuel moyen le plus bas depuis 2003. L'incertitude économique, la vigueur de l'économie américaine, la menace de tarifs douaniers et des taux d'intérêt plus élevés aux États-Unis qu'au Canada ont pu favoriser le dollar américain. Bien qu'un dollar canadien plus faible puisse hausser le coût de certains intrants comme l'essence, les fertilisants et l'alimentation animale, cela peut en général être favorable au secteur agricole et agroalimentaire, en particulier aux exportateurs.

FIGURE 1. VARIATION DU PIB RÉEL DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS DU MONDE, EN 2023 ET EN 2024p



p : provisoire.

* Pour 2024, variation des trois premiers trimestres de 2024 par rapport aux trois premiers trimestres de 2023 du PIB réel selon les dépenses, selon Statistique Canada (décembre 2024) et l'Institut de la statistique du Québec (décembre 2024).

Sources : Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale (janvier 2025); Institut de la statistique du Québec (décembre 2024); Statistique Canada (décembre 2024); compilation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ).

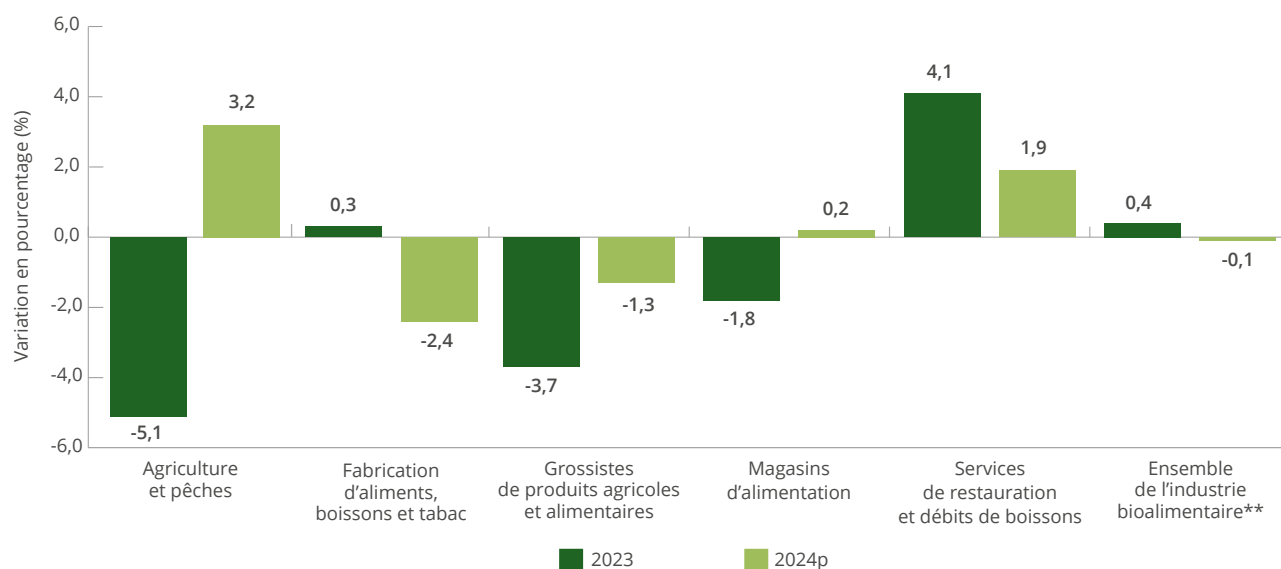
LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE

On estime de manière provisoire que le PIB réel de l'industrie bioalimentaire du Québec, après avoir peu bougé en 2023 (+0,4 %), resterait relativement stable en 2024 (-0,1 %¹), sur la base des données des 10 premiers mois. Il atteindrait ainsi un niveau du même ordre de grandeur qu'en 2023 sans retrouver son sommet pré-pandémique, mettant en lumière les défis connus par cette industrie dans les dernières années.

Du côté du secteur tertiaire, le PIB réel de la restauration commerciale et des débits de boissons augmenterait légèrement (+1,9 %) après trois années de forte croissance. Il demeurerait toutefois largement en deçà de son niveau d'avant la pandémie. Le PIB réel des grossistes de produits agricoles et alimentaires diminuerait, quant à lui, pour une quatrième année de suite (-1,3 %), tandis que celui des détaillants d'alimentation traditionnels varierait peu (+0,2 %) après deux années de recul.

Par ailleurs, le PIB réel de l'agriculture et des pêches rebondirait (+3,2 %) après avoir subi une forte baisse en 2023. Celui de la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac connaîtrait, pour sa part, une première diminution (-2,4 %) depuis 2020.

FIGURE 2. VARIATION DU PIB RÉEL* DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2023 ET ESTIMATIONS PROVISOIRES POUR L'ANNÉE 2024



p : provisoire.

* En dollars enchaînés de 2017. Excluant le cannabis.

** Y compris les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).

Source : Institut de la statistique du Québec (décembre 2024); compilation et estimation du MAPAQ.

L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE

En 2024, le marché du travail de l'industrie bioalimentaire semble afficher un recul par rapport à l'année 2023 dans la plupart des grands secteurs. Les données provisoires des 10 premiers mois annoncent un léger repli de l'emploi estimé à 0,6 % en 2024. Ce résultat serait surtout attribuable aux pertes d'emplois dans les services de restauration et les débits de boissons de même qu'en agriculture. Seul le secteur de la fabrication d'aliments annonce des gains à cet égard. Quant à l'économie québécoise, le nombre de travailleurs s'est établi à 4 566 000 selon les données des 12 mois de l'année 2024. Il s'agit d'une progression de 1,0 % en comparaison de l'année précédente, ce qui représente 43 200 emplois de plus.

Sur le plan des postes vacants, pour une deuxième année consécutive, la tendance est à la baisse. Les résultats des trois premiers trimestres de 2024, par rapport à la même période de 2023, montrent une diminution dans tous les secteurs bioalimentaires et dans l'économie en général.

En conséquence, la demande totale de main-d'œuvre (somme des postes occupés et des postes vacants) dans l'industrie bioalimentaire devrait afficher une baisse en 2024 comparativement à 2023.

1 Estimation basée sur la variation des 10 premiers mois de l'année 2024 par rapport aux 10 premiers mois de l'année 2023, en dollars enchaînés de 2017. Les données du PIB réel présentées pour l'industrie bioalimentaire et ses secteurs ne prennent pas en compte le cannabis.

LES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

La valeur provisoire des livraisons manufacturières de la transformation alimentaire au Québec est estimée à 39,8 G\$ pour 2024, un résultat relativement stable par rapport à 2023. L'année 2024 serait la première sans croissance depuis 2017. La valeur associée à la fabrication d'aliments enregistrerait une faible progression, alors que celle relative à la fabrication de boissons et de produits du tabac diminuerait.

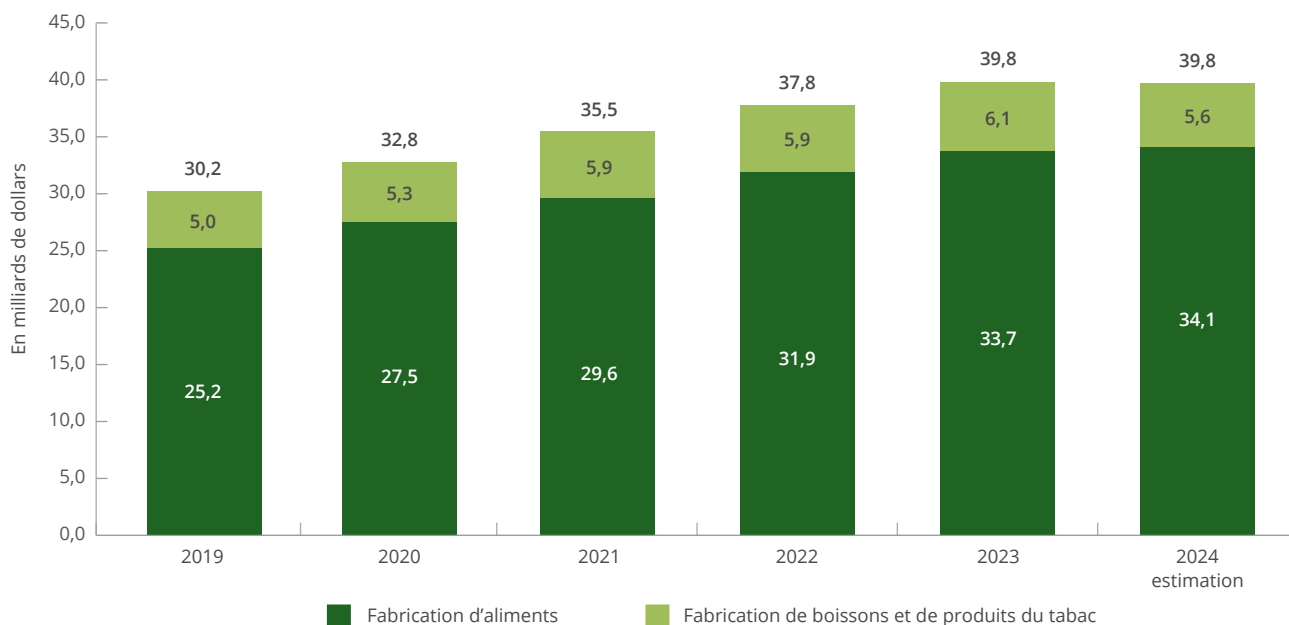
Selon les données partielles disponibles, les prix des produits industriels dans la fabrication d'aliments reculeraient de 1 % au Canada en 2024 (contre +4 % en 2023), mais la valeur des livraisons augmenterait légèrement au Québec (+1 %). Du côté de la fabrication de boissons et de produits du tabac, bien que la hausse des prix attendrait 6 % en 2024 (contre + 9 % en 2023), une baisse de la valeur des livraisons (- 7 %) est attendue en raison d'une diminution des volumes.

Selon les estimations provisoires, la croissance de la valeur des livraisons dans la fabrication d'aliments est demeurée positive dans plusieurs sous-secteurs en 2024, notamment dans les suivants :

- Fabrication de sucre et de confiseries;
- Fabrication de produits laitiers;
- Boulangeries et fabrication de tortillas;
- Fabrication de produits de viande.

En revanche, les sous-secteurs de la mouture de céréales et de graines oléagineuses ainsi que de la fabrication d'aliments pour animaux connaîtraient des baisses importantes en 2024, à l'instar de la fabrication de boissons et de produits du tabac.

FIGURE 3. VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2019 À 2024



Source : Statistique Canada; compilation et estimation du MAPAQ.

LES PRIX DES ALIMENTS

Pour une deuxième année consécutive, l'inflation globale au Québec a ralenti en 2024 pour s'établir à 2,3 %. Toutes ses composantes ont contribué au ralentissement, à l'exception des prix du logement. L'inflation alimentaire est même passée sous le taux d'inflation global, ce qui ne s'était pas produit depuis 2021.

En effet, le rythme de croissance des prix des aliments et des boissons non alcoolisées s'est affaibli en 2024, par rapport à 2023, pour s'établir à 2,0 %². Les principales catégories de produits alimentaires ont enregistré de faibles progressions des prix et même des baisses dans certains cas, notamment les poissons et fruits de mer de même que les produits de boulangerie et céréaliers. En revanche, les huiles et la viande de bœuf ont accusé des hausses de prix notables en raison du resserrement mondial de l'offre sur les marchés. Au restaurant, l'augmentation des prix alimentaires a été deux fois plus élevée qu'à l'épicerie.

TABLEAU 1. VARIATION DES PRIX À LA CONSOMMATION AU QUÉBEC, EN 2023 ET EN 2024

	2023 (%)	2024 (%)
INFLATION GLOBALE (ensemble des biens et des services)	4,5	2,3
Aliments (restaurants et magasins)	8,3	2,0
Aliments achetés à l'épicerie	8,3	1,5
Graisses et huiles comestibles	14,5	10,3
Œufs	4,1	5,8
Légumes frais et transformés	11,0	3,2
Viande	7,2	2,3
Bœuf frais et surgelé	10,0	6,2
Volaille fraîche et surgelée	7,3	3,0
Porc frais et surgelé	4,8	-0,7
Fruits transformés	12,8	2,3
Produits laitiers	5,9	1,4
Fruits frais	7,5	-0,7
Produits de boulangerie et produits céréaliers	10,0	-0,8
Poisson et produits de la mer	5,5	-1,2
Sucre et confiseries	8,0	-2,0
Aliments achetés au restaurant	8,2	3,1

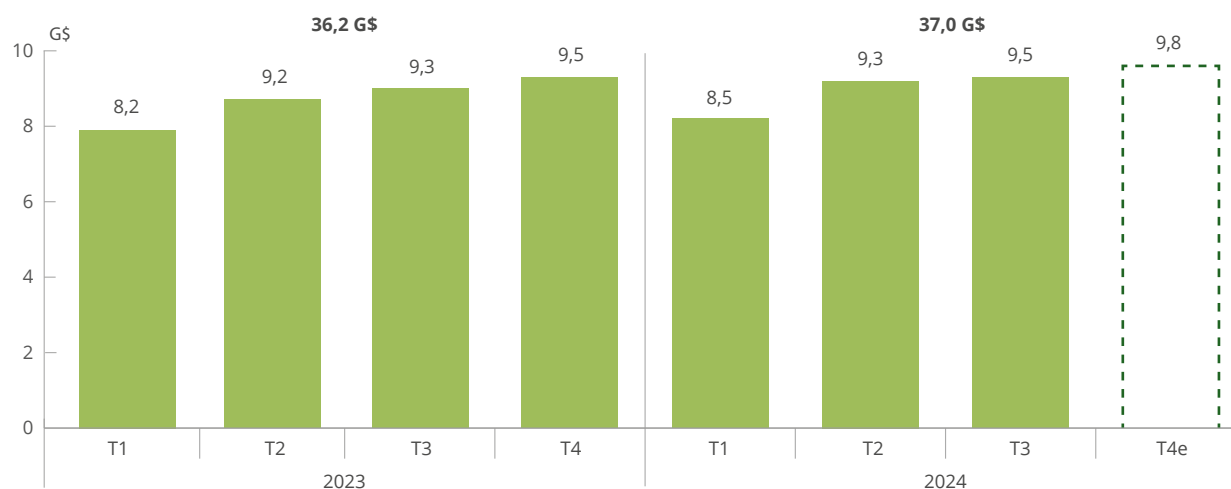
Source : Statistique Canada, *Indice des prix à la consommation (IPC)*; compilation du MAPAQ.

² Il s'agit de la croissance observée entre la moyenne des indices mensuels de 2023 et la moyenne de ceux de 2024.

LES VENTES DES DÉTAILLANTS D'ALIMENTATION³

Selon les données disponibles, la valeur cumulative des ventes des détaillants d'alimentation pour les 10 premiers mois de l'année 2024 s'élève à 30,4 G\$, ce qui correspond à une progression de 2,4 % par rapport à la même période de 2023. Le recul des ventes des dépanneurs et des exploitants de distributeurs automatiques a quelque peu ralenti cette croissance. Les ventes annuelles totales des détaillants d'alimentation devraient atteindre 37,0 G\$ en 2024. L'augmentation annuelle anticipée, de l'ordre de 2,4 %, est soutenue en partie par une hausse de 1,7 %⁴ des prix des aliments et des boissons vendus en magasin. L'évolution des ventes réelles (sans l'effet des prix) en 2024, par rapport à 2023, devrait être positive.

FIGURE 4. VENTES DES DÉTAILLANTS D'ALIMENTATION AU QUÉBEC, EN 2023 ET EN 2024



T : Trimestre.

e : Estimation.

Source : Statistique Canada; compilation et estimation du MAPAQ.

³ Classés selon le code SCIAN 445 et comprenant les supermarchés, les épiceries, les dépanneurs, les détaillants spécialisés (ex. : boucheries), les exploitants de distributeurs automatiques ainsi que les détaillants de bière, de vin et de spiritueux.

⁴ Taux estimé combinant les aliments de même que les boissons alcoolisées et non alcoolisées vendus en magasin.

LES RECETTES DE LA RESTAURATION

Les ventes de la restauration commerciale en valeur courante ont poursuivi leur croissance au cours des 11 premiers mois de 2024 en comparaison de ceux de 2023. Elles ont totalisé 17,1 G\$ de janvier à novembre 2024 comparativement aux 16,5 G\$ enregistrés durant les mêmes mois de 2023. Cette croissance de 3,9 % des ventes de la restauration commerciale a été largement soutenue par la restauration à service restreint et, dans une moindre mesure, par celle à service complet.

De 2023 à 2024, de janvier à novembre :

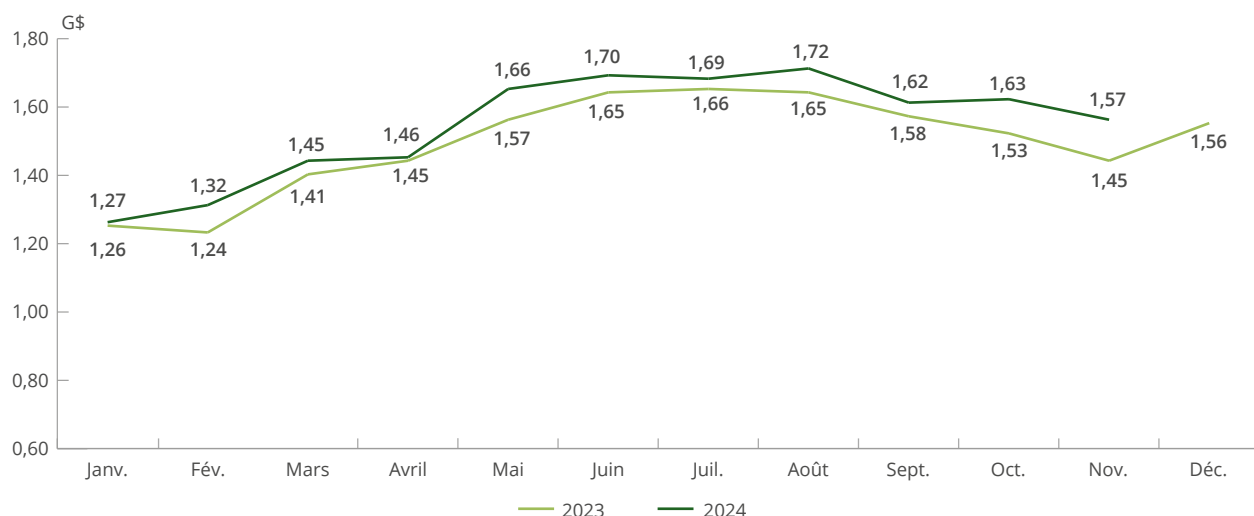
- Les recettes de la restauration à service restreint (+6,3 %) et des services spéciaux (+9,1 %) ont progressé de façon continue;
- Les ventes de la restauration à service complet ont enregistré une légère hausse (+1,4 %), tandis que celles des débits de boissons ont connu un recul (-1,4 %).

Corrigée des effets des hausses des prix des aliments et des boissons alcoolisées achetés dans le secteur de la restauration commerciale, la croissance des ventes réelles en 2024 devrait être positive.

Depuis le milieu de l'année 2023, la progression des ventes de la restauration commerciale correspond en grande partie à l'augmentation des prix des aliments achetés au restaurant et des boissons alcoolisées servies en établissement, dans un contexte de coûts d'exploitation à la hausse. Face à l'inflation des récentes années, au coût de la vie élevé et à la concurrence que représentent les boîtes-repas livrées à domicile, les sorties au restaurant constituent un poste de dépenses vulnérable. La difficulté à garder des clients ou à en attirer des nouveaux a d'ailleurs gagné en importance parmi les préoccupations exprimées par les acteurs du secteur de l'hôtellerie et de la restauration au troisième trimestre de 2024⁵.

Par ailleurs, le ralentissement de l'inflation et la diminution du nombre de postes vacants dans ce secteur, signe d'une disponibilité moins restreinte de main-d'œuvre, pourront offrir de meilleures perspectives.

FIGURE 5. RECETTES EN VALEUR COURANTE DE LA RESTAURATION COMMERCIALE AU QUÉBEC, EN 2023 ET EN 2024



Source : Statistique Canada, *Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons*; compilation du MAPAQ.

⁵ Source : Statistique Canada, *Obstacle le plus difficile auquel l'entreprise ou l'organisme s'attend au cours des trois prochains mois, troisième trimestre de 2024*; compilation du MAPAQ.

LES EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES

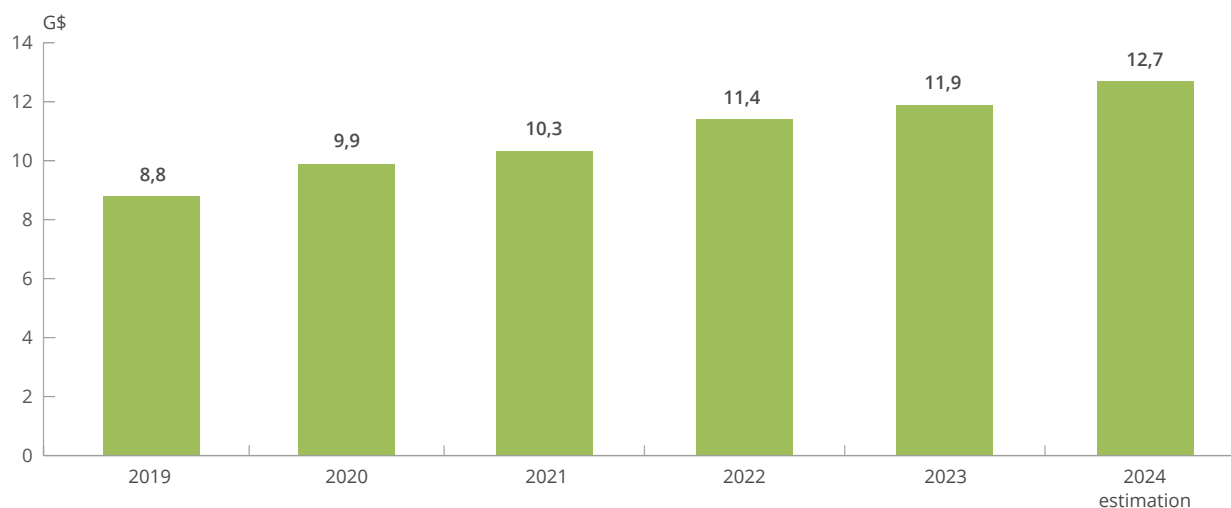
Sur la base des données des échanges commerciaux des 11 premiers mois de l'année, la valeur des exportations bioalimentaires internationales du Québec devrait atteindre un nouveau sommet de 12,7 G\$ en 2024. Cette estimation correspondrait à une hausse de 7 % ou de 813 M\$ en comparaison des exportations de l'année 2023.

Divers groupes de produits ont contribué à cette performance. Notons d'abord les préparations de cacao (+47 % ou +610 M\$ en 2024), dont presque la totalité des exportations est expédiée vers les États-Unis. Contrairement aux récentes années, la valeur des exportations de viande porcine a, pour sa part, enregistré une hausse de 16 % (+259 M\$) grâce au marché japonais et à d'autres marchés secondaires. D'autres groupes de produits, comme ceux de l'érable (+11 % ou +94 M\$) et celui de la viande de volaille et des œufs (+16 % ou +91 M\$), ont aussi contribué à la croissance en 2024 des exportations bioalimentaires internationales du Québec.

Principale destination internationale des produits bioalimentaires québécois, les marchés américains ont particulièrement soutenu la croissance des exportations bioalimentaires. En 2024, la valeur des produits bioalimentaires du Québec exportés vers les États-Unis a augmenté de 10 % (ou +831 M\$). Ce résultat comprend une forte hausse de la valeur des exportations de préparations de cacao (+47% ou +609 M\$ vers cette destination).

Les produits bioalimentaires du Québec ont aussi affiché une présence accrue sur d'autres marchés dont le Japon (+71 % ou +255 M\$). Les envois de viande porcine vers le Japon (+184 % ou +263 M\$) ont permis aux exportations bioalimentaires du Québec de renouer avec la croissance sur ce marché. En revanche, les exportations vers l'Union européenne (-16 % ou -138 M\$) devraient avoir baissé en 2024, contrairement aux deux années précédentes. Quant aux exportations bioalimentaires vers la Chine, le mouvement à la baisse s'est poursuivi en 2024 (-30 % ou -134 M\$).

FIGURE 6. EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC, DE 2019 À 2024



Source : Global Trade Tracker; compilation et estimation du MAPAQ.

LES REVENUS AGRICOLES

Les recettes monétaires que les producteurs agricoles ont tirées du marché en 2024 sont estimées à 12 G\$. Ces recettes, qui correspondent aux ventes agricoles, seraient supérieures de l'ordre de 3 % à celles enregistrées en 2023. Cette augmentation des ventes en 2024 découle, notamment, du volume sans précédent récolté dans les érablières ainsi que d'une hausse des prix payés aux producteurs dans plusieurs secteurs de production animale. Ces facteurs ont plus que compensé l'effet sur les ventes agricoles totales de la baisse des prix des grains et des oléagineux.

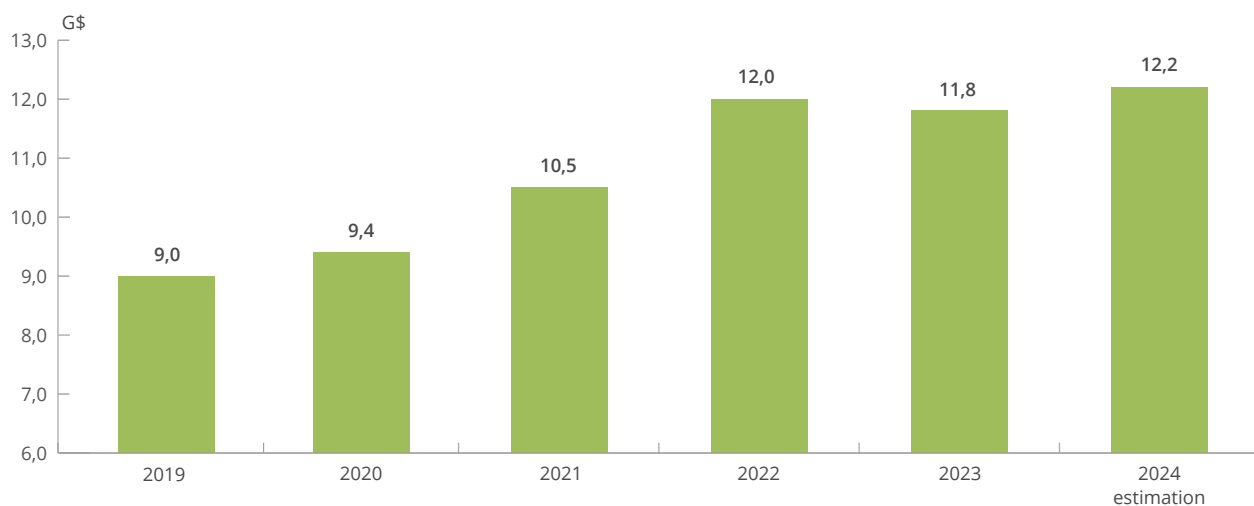
En particulier, les conditions météorologiques printanières ont favorisé des rendements à l'entaille exceptionnels dans le secteur du sirop d'érable, après une année difficile à cet égard en 2023. Le relèvement des prix payés aux producteurs de porc a, de son côté, été suffisant pour accroître la valeur de leurs ventes malgré la réduction des volumes commercialisés.

Des prix supérieurs payés aux éleveurs de bovins et de veaux ont également encouragé une progression des ventes agricoles dans ces secteurs. Les conditions intérieures de mise en marché ont, pour leur part, favorisé l'augmentation des quantités commercialisées dans la production laitière (secteur sous gestion de l'offre). Notons aussi que la météo a été plus favorable en 2024 qu'en 2023 pour les volumes récoltés de plusieurs légumes de champ et de canneberges.

Quant aux prix payés aux producteurs de grains et d'oléagineux, ils ont diminué. Cette réduction va de pair avec la fin du sommet exceptionnel des prix internationaux des céréales, observé au tournant des années 2020. En outre, la valeur des ventes agricoles des producteurs de maïs a baissé d'environ le quart en 2024.

Dans l'ensemble, le coût des intrants agricoles est resté sensiblement le même en 2024 selon les données disponibles⁶. En dépit d'un recul enregistré depuis 2023, les prix d'intrants agricoles tels que le carburant de la machinerie, les engrais et l'alimentation animale demeurent à des niveaux supérieurs à ce qu'ils étaient avant la pandémie. Quant aux dépenses en intérêts des entreprises agricoles, elles ont atteint un sommet historique en 2024, sous l'impulsion du relèvement des taux observé en 2022 et en 2023. Amorcée l'an dernier, la baisse des taux d'intérêt annonce un allègement des pressions exercées sur ce poste de dépenses agricoles en 2025.

FIGURE 7. RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES PROVENANT DU MARCHÉ AU QUÉBEC, DE 2019 À 2024



Source : Statistique Canada; compilation et estimation du MAPAQ.

⁶ Les données relatives aux trois premiers trimestres de 2024 de l'Indice des prix des entrées en agriculture au Québec de Statistique Canada indiquent une légère diminution de moins de 1 % comparativement à l'année 2023.

L'HORIZON 2025

Bien que l'économie au Québec et au Canada tourne toujours au ralenti, le recul des taux d'intérêt devrait avoir un impact positif sur l'activité économique. Plusieurs analystes s'attendent également à de nouvelles baisses des taux d'intérêt et à une diminution des pressions sur le marché du travail. Cela dit, l'ampleur des déficits budgétaires pourra contraindre les dépenses publiques des gouvernements, alors que le coût de la vie élevé et l'endettement pèsent sur la consommation des ménages.

De plus, les incertitudes entourant les tensions commerciales avec les États-Unis tempèrent la confiance des investisseurs. En effet, à la suite de l'élection américaine, l'année 2025 s'amorce dans un contexte particulièrement volatil, pouvant changer rapidement, et devrait se dérouler sous le signe de l'incertitude. Outre les menaces tarifaires de part et d'autre, les tensions géopolitiques constituent un facteur de risque à l'égard du commerce et des chaînes d'approvisionnement internationales. En décembre 2024, le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, a ainsi souligné que celle-ci se préparait à un avenir incertain et sujet aux crises.

Au moment d'écrire ces lignes, nul ne sait si la nouvelle administration Trump mettra à exécution sa menace d'imposer un tarif de 25 % sur les importations de produits canadiens ni jusqu'où elle ira en termes de niveau de tarif et de l'étendue des produits visés. Les conséquences défavorables sur l'activité économique au Québec et au Canada pourraient être très importantes.

Le secteur bioalimentaire est particulièrement exposé à ces tensions commerciales. Les deux tiers des exportations bioalimentaires internationales du Québec se dirigent vers les États-Unis. Il est à noter que la récente baisse du dollar canadien atténuée, du moins partiellement, l'impact qu'aurait l'imposition de tarifs américains⁷ sur les exportations québécoises. Le secteur est également exposé à l'effet qu'aurait une riposte tarifaire canadienne sur les intrants bioalimentaires importés des États-Unis.

Les risques d'imprévus posés par les extrêmes climatiques et l'éclosion potentielle d'épizootie telles que la grippe aviaire et la peste porcine africaine, demeurent par ailleurs présents à l'échelle nationale et internationale.

Parmi les éléments de contexte plus favorables sur le plan bioalimentaire, les paiements en intérêts, qui représentaient la principale source de croissance des dépenses d'exploitation agricoles en 2024, devraient commencer à diminuer en 2025 en raison de la réduction des taux observée au cours des derniers mois. Du point de vue des éleveurs, le repli du prix des céréales pourra se répercuter, à la baisse, sur le coût de l'alimentation de leur bétail. Si les tensions géopolitiques internationales ne s'aggravent pas en 2025, cela pourra limiter les pressions à la hausse sur le coût d'intrants tels que ceux liés à l'énergie et aux engrais.

⁷ Comparativement à un taux de change de 0,75 \$ US/\$ CAN, un taux de 0,69 \$ US/\$ CAN a, par exemple, pour effet de réduire d'environ le tiers l'impact d'un tarif américain de 25 % sur le prix des produits importés du Canada.